

Social

Un Bouclier social

Alors que la Droite et le patronat remettent en cause le droit du travail et nos acquis sociaux, les élus communistes exigent le retrait de la loi de réforme des retraites et le retour à la retraite à 60 ans à taux plein.

Au niveau du Département, 40 % du budget est consacré à l'Aide Sociale (RSA, APA, PCH, ...).

Le Département doit renforcer son rôle de bouclier social des Eurois. Il doit exiger le paiement des 150 millions de dettes de l'Etat au titre des aides sociales non compensées.

Emploi

Défendre et développer l'emploi industriel

L'emploi industriel est au cœur de la création de richesses sur nos territoires.

Au côté des salariés, les conseillers généraux communistes se battent pour défendre les emplois existants.

Sur le dossier de la papèterie M-Real, Gaëtan LEVITRE est intervenu auprès des ministères et de la Préfète pour faciliter la prise en compte des propositions des salariés et de leurs organisations syndicales. 400 000 euros ont ainsi été obtenus dans le cadre de la convention de revitalisation pour amorcer le projet de réindustrialisation.

Gaëtan LEVITRE

Conseiller général de Pont-de-l'Arche, président du CODES, maire d'Alizay

«Le rôle d'un élu est d'être à côté de la population au quotidien. La question de l'emploi industriel est essentielle pour chacun d'entre nous car ce sont les emplois de ce secteur, avec l'agriculture, qui créent les richesses de notre territoire. Sans emplois industriels, il n'y aura plus de commerces et d'artisans. Se mobiliser pour empêcher les licenciements et les fermetures, chercher des solutions alternatives et interpeller l'Etat, cela fait partie de notre rôle.»



Agriculture

Valoriser nos filières agricoles

Nos agriculteurs souffrent de la dérégulation libérale menée par la droite dans le cadre de l'Europe. Les produits alimentaires ne doivent pas être laissés aux mains des spéculateurs ! Coefficient multiplicateur, prix minimum indicatif européen, préférence communautaire doivent être défendus. L'agriculture paysanne et durable doit être valorisée localement.

Education

Pour une éducation gratuite, laïque, de qualité

158 nouveaux postes d'enseignants seront supprimés à la rentrée 2011 dans l'Eure !

C'est inadmissible alors que le nombre d'élèves attendus augmente de 350 en primaire et de 600 en secondaire !

Avec les enseignants et les parents d'élèves, les élus communistes se battent pour le maintien des classes en primaire et dans le secondaire, pour les RASED et contre la fermeture de BTS, de CAP et de bac Pro.

Santé

Préserver notre système de santé

L'Eure est le dernier département de France en termes de nombre de médecins par habitants.

En même temps, des maternités et des hôpitaux sont menacés tandis que les médicaments sont de moins en moins remboursés.

Cela doit cesser ! La santé doit être accessible à tous !

Avec les élus communistes, défendons nos hôpitaux et battons-nous pour une politique de santé moderne !

Refusons la réforme à venir qui fera supporter le coût de la dépendance de nos aînés aux seules familles !

Transports Logement

Transports publics et logement social pour tous !

Le démantèlement de la SNCF se traduit par un service aux usagers qui se dégrade : trains et voies vétustes, retards, trains annulés, ...

Améliorer le service public ferroviaire, c'est réinvestir massivement dans les lignes classiques, loin du tout TGV, et dans les lignes de fret, contre le tout camion.

Trouver un logement devient difficile dans l'Eure surtout après la disparition de tant de logements dans le cadre de la Rénovation Urbaine. Nous devons favoriser la construction de logements de qualité adaptés aux revenus des gens.

Marcel LARMANOU

Conseiller général et maire de Gisors,
président de la commission Finances du Conseil général.



«L'Etat doit 150 millions d'euros au département à cause des nombreuses compétences transférées ces dernières années sans compensation financière à la hauteur : aide sociale, routes départementales, personnels non enseignants des collèges, ...

En plus, la suppression de la Taxe professionnelle a privé les collectivités d'une rentrée fiscale importante au profit des entreprises. Il faut rétablir une Taxe professionnelle moderne basée sur la plus-value et non pas sur le nombre de salariés.»

Services publics

Des services publics pour tous !

Postes, tribunaux, gendarmeries, Trésor Public, ... la droite désertifie la France ! Comme lors de la votation contre l'ouverture de capital de La Poste en 2009, battons-nous ensemble pour préserver nos services publics de proximité !

Il en va de nos emplois et de la vie dans nos communes !

Les communistes s'opposent également à la remise en cause du statut du fonctionnaire ainsi qu'à la Réforme territoriale, véritable mise à mort des communes et des départements. Défendons la démocratie locale et une dynamique d'investissements publics sur nos territoires et pour nos associations !

Gérard GRIMAULT Conseiller général et maire de Brionne

«73 % des investissements publics sur les territoires

sont dus aux collectivités locales. Au côté des autres services publics, elles structurent nos territoires et permettent à tous les eurois de bénéficier des services vitaux au moindre coût. Avec les autres conseillers généraux communistes, nous sommes vigilants sur ces questions comme lors de la Votation pour La Poste ou pour empêcher des fermetures de classes dans nos écoles.»



Andrée OGER

Vice-présidente du Conseil général en charge de la Solidarité et de l'Autonomie

«Le rôle des conseils généraux est devenu primordial pour la solidarité sur nos territoires, depuis la petite enfance, avec la PME-PMI jusqu'aux personnes âgées, avec l'Aide Personnalisée d'Autonomie, en passant par les personnes en insertion (RSA) ou les handicapés (PCH). Ce rôle ne doit pas faiblir alors que l'Etat veut transférer le coût de la dépendance vers les familles : c'est une privatisation inadmissible qui pénalisera les familles !»